

Interreg



Cofinancé par
l'Union Européenne
Cofinanziato
dall'Unione Europea

France – Italia ALCOTRA

3ème appel à projets simples 3° bando per progetti singoli

FAQ

29/10/2024

Cette FAQ est un outil d'appui aux porteurs de projets.

Les réponses contenues dans le présent document présentent l'avis du Secrétariat conjoint ALCOTRA sur la base des informations connues, des éléments transmis par le bénéficiaire et des textes juridiques applicables et n'est valable que pour la question précise qui a été posée. Les références juridiques sont précisées dans les réponses fournies. Les réponses qui découlent d'une interprétation du droit par le SC ne sont pas opposables. En effet, l'avis des instances de contrôle du Programme pourrait s'avérer différent et il est rappelé que seul le juge administratif national et la Cour de Justice de l'Union Européenne sont compétents pour interpréter le droit.

Questa FAQ è uno strumento di supporto per i beneficiari.

Le risposte contenute in questo documento presentano il parere del Segretariato congiunto ALCOTRA sulla base delle informazioni note, degli elementi trasmessi dal beneficiario e dei testi giuridici applicabili e sono valide solo per la domanda specifica che è stata posta. Le risposte derivanti da un'interpretazione della normativa potrebbero non essere condivise dalle altre istanze di controllo del Programma. In effetti, il parere degli organi di controllo del Programma potrebbe essere diverso e si ricorda che solo il giudice amministrativo nazionale e la Corte di giustizia dell'Unione europea sono competenti per l'interpretazione della normativa.

Les partenaires doivent-ils disposer de la personnalité juridique ?

I partner devono avere personalità giuridica?

Conformément au Manuel du Programme chapitre C.1.1.1 : « *Tous les membres du partenariat d'un projet ALCOTRA sont reconnus comme bénéficiaires de la subvention FEDER au sens de l'article 2.9 du règlement (UE) 2021/1060, c'est-à-dire comme un organisme public ou privé doté de la personnalité juridique responsable du lancement ou à la fois du lancement et de la mise en œuvre des opérations.*

Tous les membres du partenariat doivent disposer de la personnalité morale/capacité juridique. La participation de personnes physiques en qualité de partenaire n'est pas autorisée. »

Dans le cas d'un partenaire associé qui n'apparaît donc pas comme partenaire du projet et qui ne dispose pas de budget pour conduire des activités, il n'est pas nécessaire que le partenaire associé dispose de la personnalité juridique car il n'est pas bénéficiaire des fonds FEDER. Sa participation a notamment pour objectif d'élargir le réseau de coopération, de favoriser la capitalisation des résultats, etc.

In conformità al capitolo C.1.1.1 del Manuale del Programma: “*Tutti i membri del partenariato di un progetto ALCOTRA sono riconosciuti come beneficiari della sovvenzione FESR ai sensi dell'articolo 2.9 del regolamento (UE) 2021/1060, ossia come un ente pubblico o privato con personalità giuridica responsabile dell'avvio o contemporaneamente dell'avvio e dell'attuazione delle operazioni.*

Tutti i membri del partenariato devono avere personalità/capacità giuridica. Non è ammessa la partecipazione di persone fisiche in qualità di partner.”

Nel caso di un partner associato che non appare quindi come partner del progetto e che non dispone di un budget per svolgere le attività, non è necessario che il partner associato abbia personalità giuridica in quanto non è un beneficiario di fondi FESR. Lo scopo principale della sua partecipazione è estendere la rete di cooperazione, incoraggiare la capitalizzazione dei risultati, ecc.

<p>Un projet spécifique peut-il être présenté par une entreprise basée en Italie et une autre entreprise basée en France, toutes deux situées sur le territoire éligible, mais faisant les deux parties du même Groupe industriel ?</p> <p>Existe-t-il d'autres possibles limitations d'éligibilité en ce qui concerne la participation ou le contrôle exercé par de la société holding ou par des autres actionnaires ordinaires ?</p> <p>-----</p> <p>Un progetto specifico può essere presentato da una società con sede in Italia e da un'altra società con sede in Francia, entrambe situate</p>	<p>Conformément à l'article 23 du règlement (UE) 2021/1059, et au Manuel du Programme, les projets ALCOTRA associent au moins un partenaire des deux pays, France et Italie.</p> <p>En l'espèce, un projet présenté par 2 sociétés légalement établies dans les 2 Etats-membres mais contrôlées par une seule et même société holding ne répond pas selon nous au critère de partenariat requis par la réglementation Interreg et par le Programme ALCOTRA.</p> <p>S'agissant en réalité d'un même et unique partenaire, la valeur ajoutée transfrontalière du projet ne serait par ailleurs pas démontrée.</p> <p>S'agissant de bénéficiaires présents sur le marché concurrentiel, il convient également de noter l'application du droit de la concurrence et de la réglementation en matière d'aide d'Etat qui impose de consolider les aides perçues au niveau du groupe afin d'évaluer si le montant des aides perçues dans le passé est conforme à la réglementation.</p> <p>-----</p> <p>Ai sensi dell'articolo 23 del Regolamento (UE) 2021/1059 e del Manuale del Programma, i progetti ALCOTRA devono coinvolgere almeno un partner di entrambi i Paesi, Francia e Italia.</p> <p>Nel caso specifico, un progetto presentato da due società legalmente basate nei due Stati membri ma controllate da un'unica holding non soddisfa, a nostro avviso, il criterio di partenariato richiesto dai regolamenti Interreg e dal Programma ALCOTRA.</p> <p>Trattandosi di fatto di un unico partner, il valore aggiunto transfrontaliero del progetto non sarebbe dimostrato.</p> <p>Nel caso di beneficiari presenti sul mercato concorrenziale, va notato che si applicano la legge sulla concorrenza e i regolamenti sugli aiuti di Stato, che richiedono il consolidamento degli aiuti ricevuti a livello di gruppo per valutare se l'importo degli aiuti ricevuti in passato è conforme ai regolamenti.</p>
---	---

<p>nel territorio eligibile, ma facenti entrambe parte dello stesso Gruppo industriale ?</p> <p>Esistono altre possibili limitazioni di ammissibilità rispetto alla partecipazione o al controllo esercitato dalla società controllante o da altri azionisti ordinari?</p>	
<p>Seuls les organismes publics peuvent-ils participer à l'appel ?</p> <p>---</p> <p>Possono partecipare al bando solo enti pubblici?</p>	<p>Les types de bénéficiaires éligibles au financement varient en fonction de l'Objectif Spécifique (OS) au titre duquel le projet est soumis. Ces catégories sont listées dans le document de présentation générale du Programme Opérationnel (au chapitre 2 et ses sous-chapitres), pour chaque OS, sous la rubrique « Principaux groupes cibles ».</p> <p>Tous les OS prévoient la participation de bénéficiaires de droit public et privé.</p> <p>---</p> <p>Le tipologie di destinatari dei finanziamenti variano in base all'Obiettivo Specifico (OS) nell'ambito del quale il progetto viene presentato. Tali categorie sono elencate nel documento generale di presentazione del Programma operativo (al capitolo 2 e relativi sottocapitoli), per ciascun OS, alla voce “Principali gruppi di destinatari”.</p> <p>Tutti gli OS prevedono la partecipazione di beneficiari di diritto pubblico e privato.</p>

<p>1) Si un projet a déjà été soumis dans le passé sans être sélectionné, peut-il être soumis à nouveau sous le même nom ?</p> <p>2) si la réponse 1) est positive, si la documentation signée l'année dernière (résolution de l'organe compétent, lettre de mandat, budget, déclaration d'organisme public, déclaration de TVA, déclaration de cofinancement, statuts, etc.) par les partenaires contient toutes les informations requises par l'appel à propositions peut encore être considérée comme valide ou doit être remplie à nouveau ?</p> <p>3) Si l'option 1 est choisie (frais de personnel simplifiés 20% des frais réels et frais de bureau et d'administration 15% des frais de personnel), des pièces justificatives doivent-elles être présentées ? Si oui, lesquelles et dans quelle mesure par rapport aux chiffres totaux ?</p>	<p>1) Oui, un projet déjà soumis lors d'un appel précédent sans avoir été sélectionné peut être présenté à nouveau sous le même nom.</p> <p>2) Les pièces annexes demandées au formulaire de candidature doivent être de nouveau déposées pour le nouveau projet. Plusieurs annexes ayant été modifiées entre les 2 appels, il est nécessaire de signer à nouveau les attestations requises. S'agissant des délibérations approuvant le projet et son montant, il revient à chaque bénéficiaire d'apprécier la validité juridique de leur acte au regard du nouvel appel à projets.</p> <p>3) Les bénéficiaires ne sont pas tenus de transmettre les justificatifs des dépenses calculées sur base forfaitaire (voir Manuel du programme, chapitre C 1.3.2). Toutefois, en cas de choix de l'option 1, pour avoir droit au remboursement du montant forfaitaire il est nécessaire que la catégorie de coûts existe. Ceci peut être démontré en téléchargeant un document comptable ou non comptable prouvant l'existence desdites dépenses, une fois pendant la durée de vie du projet, de préférence à la date de la première remontée. Cela s'applique pour les frais de personnel et pour les frais de déplacement et d'hébergement (Voir le Guide sur l'éligibilité des dépenses)</p> <p>4) Les retenues à la source de professionnels (journalistes) travaillant sur un projet ne peuvent pas être considérées comme des frais de personnel. En effet, dans le cas de l'option 1, cette catégorie de coûts est déjà couverte par le forfait de 20%.</p> <p>---</p> <p>1) Sì, un progetto già presentato in un bando precedente senza essere selezionato può essere ripresentato con lo stesso nome.</p> <p>2) Gli allegati richiesti nel formulario di candidatura devono essere ridepositati per il nuovo progetto. Poiché diversi allegati sono stati modificati tra un bando e l'altro, i documenti richiesti devono essere firmati nuovamente. Per quanto riguarda le deliberazioni di approvazione del progetto e del suo importo, spetta a ciascun beneficiario valutare la validità legale dei propri atti, in funzione del nuovo bando.</p>
--	--

4) Les retenues à la source des professionnels (par exemple les journalistes) qui travaillent sur un projet de manière continue pendant trois ans peuvent-elles être considérées comme des frais de personnel ?

1) se un progetto è già stato presentato in passato senza essere selezionato, può essere ridepositato con lo stesso nome?

2) qualora la risposta 1) fosse positiva, se la documentazione firmata lo scorso anno dai partner (deliberazione dell'organismo competente, lettera di mandato, budget, dichiarazione ente pubblico, dichiarazione IVA, dichiarazione di cofinanziamento, statuti, ecc...) contiene tutte le informazioni richieste dal bando può essere ritenuta ancora valida o deve essere nuovamente compilata?

3) I beneficiari non sono tenuti a presentare documenti giustificativi per le spese calcolate su base forfettaria (cfr. Manuale del programma, capitolo C 1.3.2).

Tuttavia, se si sceglie l'opzione 1, per avere diritto al rimborso dell'importo forfettario la categoria di spesa deve esistere.

Ciò può essere dimostrato caricando un documento contabile o non contabile che attesti l'esistenza di tale spesa, una sola volta durante la vita del progetto, preferibilmente durante la prima rendicontazione. Questo vale per i costi per il personale e per le spese di viaggio e soggiorno (si veda la Guida all'ammissibilità delle spese).

4) Le ritenute d'acconto dei professionisti (giornalisti) che lavorano a un progetto non possono essere considerate come costi per il personale. Di fatto, nel caso dell'opzione 1, questa categoria di costi è già coperta dal tasso forfettario del 20%.

<p>3) nel caso di scelta dell'opzione 1 (costi semplificati per il personale 20% dei costi reali e per le spese d'ufficio e amministrative 15% delle spese per il personale) devono esserci dei documenti giustificativi da rendicontare? Se sì quali e in che misura rispetto al totale delle cifre? Ritenute d'acconto di professionisti (es. giornalisti) che lavorano con continuità nei tre anni al progetto possono essere considerate spese di personale?</p> <p>4) Ritenute d'acconto di professionisti (es. giornalisti) che lavorano con continuità nei tre anni al progetto possono essere considerate spese di personale?</p>	
<p>Les grandes entreprises sont-elles éligibles au Programme ?</p>	<p>La nature des bénéficiaires éligibles est différente selon les Objectifs spécifiques du Programme. Concernant les acteurs privés, le Programme cible plus les TPE/PME mais indique également que la liste n'est pas exhaustive. Rien n'interdit donc à une grande entreprise de participer à un projet.</p> <p>Dans tous les cas, la réglementation relative aux aides d'Etat sera appliquée ce qui peut fortement limiter la participation de grandes entreprises.</p> <p>A noter également que le règlement FEDER exclu des dépenses éligibles, les dépenses d'investissement relatifs aux grandes entreprises.</p> <p>I beneficiari ammissibili possono essere diversi in base agli Obiettivi specifici del Programma. Per quanto riguarda i soggetti privati, il Programma menziona</p>

<p>Le grandi aziende possono partecipare al Programma?</p>	<p>prevalentemente le piccole e medie imprese, ma gli elenchi di possibili beneficiari sono indicati come non esaustivi. Pertanto, nulla impedisce a una azienda medio/grande di partecipare a un progetto.</p> <p>In ogni caso, verrà applicata la normativa sugli aiuti di Stato, che potrebbe limitare fortemente la partecipazione delle imprese di grandi dimensioni.</p> <p>Si noti inoltre che il regolamento del FESR esclude dalle spese ammissibili le spese di investimento delle grandi imprese.</p>
<p>Qu'entend-on par dépenses d'investissement ?</p> <p>Cosa si intende per spese di investimento?</p>	<p>Le considérant 38 du règlement (UE) 2021/1058 précise : « Dans le cadre du soutien du FEDER en faveur des investissements productifs, il est opportun de préciser que par investissements productifs, il y a lieu d'entendre les investissements en actifs ou immobilisations incorporelles des entreprises qui sont destinés à être utilisés pour la production de biens et services, et à contribuer ainsi à la formation brute de capital et à l'emploi ».</p> <p>Il considerando 38 del regolamento (UE) 2021/1058 precisa: “Nel contesto del sostegno del FESR agli investimenti produttivi è opportuno chiarire che gli investimenti produttivi dovrebbero essere intesi come investimenti in capitale fisso o in attività immateriali delle imprese al fine di produrre beni e servizi e contribuendo in tal modo agli investimenti lordi e all’occupazione”.</p>
<p>Comment est vérifiée la compatibilité des aides d'Etat ?</p> <p>Come si verifica la compatibilità degli aiuti di Stato?</p>	<p>La compatibilité des aides d'Etat est vérifiée sur la base de l'article 107.1 du TFUE qui dispose que, sauf dérogations prévues par les traités, « sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions ».</p> <p>La compatibilità degli aiuti di Stato viene verificata sulla base dell'articolo 107.1 del TFUE che dispone che, salvo deroghe contemplate dai trattati, “sono incompatibili con il mercato interno, nella misura in cui incidano sugli scambi tra Stati membri, gli aiuti concessi dagli Stati, ovvero mediante risorse statali, sotto qualsiasi forma che, favorendo talune imprese o talune produzioni, falsino o minaccino di falsare la concorrenza.”</p>

<p>La "Délibération de l'organe compétent approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel et autorisant son représentant à solliciter des subventions" doit-elle être produite uniquement par le chef de file ou bien chaque partenaire doit-il également en fournir une ?</p> <p>La "Delibera dell'organo competente che approva l'operazione e il piano finanziario provvisorio e autorizza il suo rappresentante a richiedere le sovvenzioni" deve essere prodotta solo dal capofila o anche ogni partner deve fornirne una?</p>	<p>Conformément aux critères de sélection des projets simples 2021-2027, ce document doit être produit par chaque partenaire du projet.</p> <p>https://www.interreg-alcotra.eu/sites/default/files/2022_10_06_CS%20Crit%C3%A8res%20de%20s%C3%A9lection%2021-27_FR_o.pdf</p> <p>In conformità con i criteri di selezione dei progetti singoli 2021-2027, questo documento deve essere prodotto per ogni partner del progetto.</p> <p>https://www.interreg-alcotra.eu/sites/default/files/2022_10_06_CS%20Crit%C3%A8res%20de%20s%C3%A9lection%2021-27_IT_o_o.pdf</p>
<p>Le chef de file du partenariat doit-il automatiquement être une autorité publique ?</p> <p>Il capofila del partenariato deve essere automaticamente un'autorità pubblica?</p>	<p>Non. Le chef de file peut être de nature privée ou publique. Dans tous les cas, il doit être localisé dans la zone éligible du Programme (cf. chapitre C.1.1.1 du Manuel du Programme).</p> <p>No. Il capofila può essere privato o pubblico. In ogni caso, deve essere situato nell'area ammissibile del Programma (cf. capitolo C.1.1.1 del Manuale del Programma).</p>
<p>Une même organisation peut-elle participer à plusieurs propositions de projet couvrant la même priorité mais des objectifs spécifiques différents (par exemple, OS 2.2 et OS 2.4) ? Est-il également possible de participer à plusieurs propositions de projet dans le cadre</p>	<p>Oui. Une même organisation peut participer à plusieurs candidatures. Conformément aux critères de sélection des projets simples 2021-2027, il convient toutefois de s'assurer que le partenaire dispose de la capacité juridique à intervenir sur les différentes thématiques, de la capacité financière et de la capacité en ressources humaines pour participer à plusieurs projets.</p> <p>https://www.interreg-alcotra.eu/sites/default/files/2022_10_06_CS%20Crit%C3%A8res%20de%20s%C3%A9lection%2021-27_FR_o.pdf</p>

<p>d'un même objectif spécifique (par exemple, deux propositions dans le cadre de l'objectif spécifique 2.7) ?</p> <p>E possibile per uno stesso ente, partecipare a più proposte progettuali che riguardino la stessa priorità ma obiettivi specifici diversi (ad esempio OS 2.2 e OS 2.4)? E' possibile anche partecipare a più proposte progettuali all'interno dello stesso Obiettivo Specifico (ad es. due proposte all'interno di OS 2.7)?</p>	<p>Sì, la stessa organizzazione può partecipare a più candidature. Tuttavia, in conformità con i criteri di selezione dei progetti singoli 2021-2027, è necessario assicurarsi che il partner abbia la capacità di agire sulle varie tematiche, la capacità finanziaria e la capacità in risorse umane di partecipare a più progetti.</p> <p>https://www.interreg-alcotra.eu/sites/default/files/2022_10_06_CS%20Crit%C3%A8res%20de%20s%C3%A9lection%201-27_IT_0_0.pdf</p>
<p>Si l'engagement ne peut être pris à temps pour la demande, est-il possible de préciser que « l'engagement sera pris dans les 3 mois suivant la réception de l'avis d'approbation du projet » ?</p> <p>Se l'impegno non si riesce a prendere in tempo per la candidatura è possibile specificare che "l'atto di impegno verrà preso entro 3 mesi dalla ricezione della comunicazione di approvazione del progetto"?</p>	<p>Non. L'acte d'engagement doit être fourni au moment du dépôt de la candidature ou au plus tard dans le délai prévu au chapitre C.1.1.2 du Manuel du Programme.</p> <p>No. L'atto di impegno deve essere fornito al momento del deposito della candidatura o al più tardi entro la scadenza indicata nel capitolo C.1.1.2 del Manuale del Programma.</p>
<p><u>Attestation de non-assujettissement à la TVA</u> : il est indiqué que ce document est facultatif. Ainsi, quels</p>	<p>L'attestation de non-assujettissement à la TVA doit être fournie par tous les bénéficiaires qui ne récupèrent pas ou partiellement la TVA sur les dépenses encourues au titre du projet, indépendamment de leur nature juridique (cf. chapitre B 2.1.7 du Manuel du Programme).</p>

<p>sont les établissements concernés par ce document ? Public / privé ?</p> <p><u>Attestazione di non imponibilità IVA</u>: questo documento è facoltativo. Quindi, quali enti sono coperti da questo documento? Pubblico / privato?</p>	<p>L'attestazione di non imponibilità IVA deve essere fornita da tutti i beneficiari che non recuperano l'IVA, o lo fanno solo in parte, sulle spese sostenute nell'ambito del progetto, indipendentemente della loro natura giuridica (capitolo B 2.1.7 del Manuale del Programma).</p>
<p>Les signatures électroniques comme le format PRADES sont-elles acceptées pour un partenaire français ?</p> <p>Le firme elettroniche come il formato PRADES sono accettate per un partner francese?</p>	<p>Le bénéficiaire est invité à se référer à la réglementation applicable au sein de son Etat membre. Pour la France : https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/pilotage-de-lentreprise/dematerialisation-des-documents/la-signature</p> <p>I beneficiari sono invitati a fare riferimento alla normativa applicabile nel proprio Stato membro. Per la Francia: https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/pilotage-de-lentreprise/dematerialisation-des-documents/la-signature</p>
<p>Est-il envisageable d'avoir une légère différence entre le montant total indiqué sur la lettre de mandat / validation de l'instance et le budget final soumis ? Ou faut-il impérativement que les montants soient exactement les mêmes ?</p> <p>È possibile avere una leggera differenza tra l'importo totale indicato nella lettera di mandato/domanda di sovvenzione dell'ente e il budget finale presentato? O gli importi devono essere esattamente gli stessi?</p>	<p>Les montants mentionnés dans le formulaire et la lettre de demande de subvention doivent être identiques. Il en est de même de l'acte d'approbation officiel. Concernant l'acte d'approbation officiel, il est toléré un montant supérieur à celui mentionné dans le formulaire de candidature. En aucun cas, un montant inférieur à celui indiqué dans le formulaire de candidature peut être délibéré.</p> <p>Gli importi indicati nel formulario di candidatura e nella lettera di domanda di sovvenzione devono essere identici. Lo stesso vale per l'atto ufficiale di approvazione. Nel caso dell'atto ufficiale di approvazione, è tollerato un importo superiore a quello indicato nel formulario di candidatura. In nessun caso può essere approvato un importo inferiore a quello indicato nel formulario di candidatura.</p>

<p>On a déjà un numéro CUP sur Synergie parce qu'on a présenté un micro-projet. Est-ce que le CUP va rester toujours le même pour notre organisation, ou doit-on avoir un CUP différent pour chaque proposition de projet ?</p> <p>Abbiamo già un numero CUP su Synergie perché abbiamo presentato un microprogetto. Il CUP rimarrà sempre lo stesso per la nostra organizzazione o dobbiamo avere un CUP diverso per ogni proposta di progetto?</p>	<p>Comme son nom l'indique, le Codice Unico Progetto est un code unique par projet et non par bénéficiaire. Un nouveau code est donc nécessaire pour chaque projet (cfr. "Manuale per la rendicontazione ed i controlli in relazione alla spesa dei programmi di cooperazione territoriale europea" rédigé par le Ministère de l'Economie et des Finances italien).</p> <p>Come suggerisce il nome, il Codice Unico Progetto è un codice unico per ogni progetto e non per ogni beneficiario. È quindi necessario un nuovo codice per ogni progetto (cfr. Manuale per la rendicontazione ed i controlli in relazione alla spesa dei programmi di cooperazione territoriale europea del Ministero dell'Economia e delle Finanze).</p>
<p>Le Programme invite à demander un CUP provisoire pour le dépôt, mais il s'agit d'une possibilité offerte seulement pour des interventions en matière d'infrastructures.</p> <p>Que devons-nous faire avant le dépôt du projet ? Doit-il être demandé par chaque partenaire italien ou peut-il être omis et demandé seulement après l'approbation du projet ?</p>	<p>Le CUP "provisoire", relatif à une intervention publique dont tous les détails ne sont pas encore connus, est demandé par le biais de la plateforme CIPE : le système propose une procédure avec des listes déroulantes parmi lesquelles il faut choisir l'alternative la plus proche du cas en question. Les points d'interrogation situés à côté de chaque liste déroulante aident à comprendre ce que signifient les différents éléments ("nature", "secteur", etc.). La sélection d'une option ouvre ensuite différentes listes au niveau suivant. Il s'agit à toutes fins utiles d'un CUP simplifié, manquant de certaines informations qui devront éventuellement être saisies si l'intervention est confirmée, en le transformant en CUP "définitif".</p> <p>D'après ce qui est indiqué sur le site officiel de l'État italien <u>Dipartimento per la programmazione e il coordinamento della politica economica - Che cos'è il CUP (programmazioneeconomica.gov.it)</u></p> <p>« Les CUP provisoires ne peuvent être générés que pour la nature RÉALISATION DE TRAVAUX PUBLICS (TRAVAUX ET PLANTATION) ».</p> <p>Voir aussi le document <u>Manuale del Sistema Codice Unico di Progetto</u>, p. 118.</p> <p>Par conséquent, la CUP provisoire ne peut être demandée que dans ce cas.</p>

Il Programma invita a prendere un CUP provvisorio ai fini del deposito del progetto, ma si tratta di una possibilità solo per interventi infrastrutturali.

Come ci dobbiamo comportare ante deposito? è da richiedere da parte di ogni partner italiano, oppure si può tralasciare e lo si richiederà solo a progetto approvato?

Par la suite, après l'approbation du projet, il sera nécessaire de demander le CUP pour tous les partenaires italiens, quelle que soit la nature des dépenses du projet.

Il CUP “Provvisorio”, relativo a un intervento pubblico di cui non sono ancora noti tutti i dettagli, si richiede attraverso la piattaforma del CIPE: il sistema propone una procedura con tendine tra cui scegliere l’alternativa che più si avvicina al caso di specie. Dei punti interrogativi accanto a ogni tendina aiutano a capire cosa si intende per le singole voci (‘natura’, ‘settore’ ecc.). La selezione di una opzione apre poi liste diverse al livello successivo. Si tratta a tutti gli effetti di un CUP semplificato, mancante solo di alcune informazioni che dovranno essere eventualmente inserite qualora l’intervento sia confermato, trasformandolo in CUP “definitivo”.

Sulla base di quanto indicato sul sito ufficiale dello Stato italiano [Dipartimento per la programmazione e il coordinamento della politica economica - Che cos'è il CUP \(programmazioneeconomica.gov.it\)](http://www.dipartimentoprogrammazione.gov.it)

“I CUP provvisori possono essere generati solo per la natura REALIZZAZIONE DI LAVORI PUBBLICI (OPERE ED IMPIANTISTICA).”

Si veda anche il [Manuale del Sistema Codice Unico di Progetto](#), pag 118.

Pertanto il CUP provvisorio può essere richiesto soltanto per questa casistica.

In seguito, dopo l’approvazione del progetto, sarà invece necessario richiedere il CUP definitivo per tutti i partner italiani, indipendentemente dalla natura delle spese.